

TURQUIE

SITUATION POLITIQUE ET ECONOMIQUE



	Turquie	France
Superficie	783 562	550 000 km ²
Population	74 millions	65 millions d'habitants
PIB par habitant (source Banque Mondiale et FMI)	10 100 dollars (2010)	39 000 dollars (2011) 22 ^{ème} rang mondial
Taux de croissance	8,5 % en 2011 8,9 % en 2010	1,7 % en 2011 1,4 % en 2010

L'espérance de vie est de 72 ans, stable depuis 10 ans. Les dépenses de santé représentent 6,7 % du PIB.

La Turquie est la 17^{ème} puissance économique mondiale. Elle dispose d'un fort potentiel de croissance avec comme limites sa dépendance à l'Union européenne, sa vulnérabilité géographique avec la proximité du Proche Orient.

Le risque pays est considéré comme moyen à élevé pour la SFAC, la Société générale et le MOCI tant au niveau commercial qu'au niveau transfert d'actifs.

Malgré l'importance de ces liens économiques avec l'Union européenne, la Turquie reste un pays méconnu et sous-estimé. Les progrès économiques réalisés ces dernières années sont importants et le taux de croissance est assez proche de celui des pays émergents. Son intégration dans l'Union européenne et au commerce mondial est très forte. La jeunesse de sa population constitue un gage de durabilité pour le développement de ce pays.

Il n'y a pas une mais plusieurs Turquie, la Turquie des grandes villes avec une présence occidentale forte, la Turquie rurale plus conservatrice et tentée par le radicalisme religieux. Il y a la Turquie ouverte sur l'extérieur avec les grandes entreprises et une Turquie plus nationaliste ou islamiste. Le pays pâtit d'une mauvaise image en occident et tout particulièrement en France en raison des conséquences du génocide arménien, du parti musulman au pouvoir ou de la gestion du problème kurde. La dureté du régime militaire dans les années 70 a également marqué les esprits (le film Midnight Express).

La Turquie a, en revanche, amélioré ses positions diplomatiques avec les pays du Proche et du Moyen Orient tout en conservant des liens très forts avec les États-Unis. La Turquie est membre de l'OTAN et de l'OCDE.

Politiquement, la Turquie est confrontée au problème kurde au sud-est avec de nombreux attentats. Au niveau diplomatique, la Turquie doit faire face au blocage de son éventuelle entrée dans l'Union européenne et aux tensions à ses portes (Iran, Irak, Syrie). Dans les faits, la négociation entre l'Union européenne et la Turquie est gelée en raison du non-règlement du différend avec Chypre.

Au niveau économique, la Turquie connaît un fort taux de chômage en relation avec sa structure démographique (plus du quart de la population a moins de 15 ans et seulement 6 % a plus de 65 ans). L'inflation constitue avec les inégalités sociales, les principales faiblesses du pays.

La dernière intervention du FMI date de 2000 afin d'éviter une banqueroute du secteur bancaire.

I. LA SITUATION POLITIQUE

La Turquie est, depuis une vingtaine d'années, une démocratie qui a surmonté l'accession au pouvoir de partis se réclamant de l'islam.

L'armée demeure toujours un pouvoir important dans ce pays marqué par un fort sentiment national.

1. Le pays reste fortement imprégné de la culture kémaliste

Mustafa Kemal a réussi, après la fin de l'Empire Ottoman en 1918, à l'emporter sur les prétentions grecques et françaises. Il a institué la république, supprimé le califat et engagé la Turquie dans un processus de modernisation à l'occidentale (émancipation de la femme, adoption des codes européens...). Avec la grande crise, il s'est inspiré de la planification soviétique pour développer l'économie turque.

Durant la seconde guerre mondiale, la Turquie opte pour la neutralité. Elle déclare la guerre à l'Allemagne qu'au mois de février 1945. Avec les ambitions de l'URSS sur les Détroits, la Turquie prend position en faveur de la doctrine Truman, reconnaît Israël, intègre le Conseil de l'Europe et l'OTAN. Des bases militaires américaines sont installées en Turquie durant la guerre froide.

Avec l'ouverture à l'ouest, le multipartisme s'installe, dans les années 50 et aboutit à la victoire du parti démocrate de tendance libérale issu du Parti Républicain du peuple (parti kémaliste). L'ouverture extérieure s'accompagne du retour à une plus grande liberté religieuse, à une remise en cause de la bureaucratie kémalienne et à des tensions internes qui aboutirent au coup d'Etat militaire de 1960 avec l'emprisonnement des responsables du parti démocrate et l'assassinat du Président Adnan Menderes.

2. les années chaotiques : 1970/1990

Après une seconde période de libéralisation marquée par la reconnaissance de la liberté syndicale, l'armée intervient, en 1971, pour imposer la loi martiale afin de mettre un terme aux manifestations des partis d'extrême gauche et d'extrême droite.

Une normalisation engagée en 1973 n'empêche pas la radicalisation de la vie politique turque avec des affrontements de plus en plus sanglants. Les islamistes prennent une part croissante dans ce processus tout comme les Kurdes qui demandent la création d'un Etat autonome.

L'armée représentée par le général Kenan Evren prend le pouvoir au mois de septembre 1980 avec le soutien implicite des pays occidentaux. Evren suspend la constitution ainsi que les libertés politiques et syndicales. Une nouvelle constitution est adoptée en 1982 par référendum. Les élections qui suivent sont remportées par le parti de la Mère Patrie dirigé par Turgut Özal qui est Premier Ministre de 1983 à 1989 puis Président jusqu'à sa mort en 1993.

Formé aux Etats-Unis, musulman modéré, libéral convaincu, Özal réinsère la Turquie dans le jeu international. Il bénéficie d'une forte croissance entachée d'une inflation incontrôlée. La fin de son mandat est marquée par le progrès des partis musulmans. A sa mort, Süleyman Demirel est élu à la présidence de la république, et une femme devient Premier Ministre, Tansu Ciller.

3. la difficile pérennisation de la démocratie

Le parti fondamentaliste musulman emporte les élections en 1996 mais ne conserve le pouvoir que durant une année du fait de la constitution d'une coalition laïque avec l'intervention en sous-main de l'armée (les officiers responsables de ce coup d'Etat sont en cours de jugement).

Depuis mars 2003, l'homme fort de la Turquie est Recep Tayyip ERDOGAN qui est issu du parti conservateur et musulman AKP (parti de la justice et du développement). Afin d'asseoir son autorité et faire barrage aux partis islamistes extrémistes, il a eu tendance à jouer sur la corde nationaliste. Il s'est opposé violemment à Israël et plus récemment à la France dans le cadre de la discussion de la proposition de loi relative à la reconnaissance du génocide arménien.

4. les institutions politiques de la Turquie

Le Président de la République est le chef de l'Etat. Il est élu au suffrage universel indirect pour un mandat unique de 7 ans, à scrutin secret par le Parlement.

Néanmoins, à compter de 2014, du fait d'une modification constitutionnelle, l'élection se réalisera au suffrage universel direct.

Le Président exerce une fonction d'arbitre (promulgation des lois, signature des décrets) et nomme le Premier Ministre. Il préside le Conseil des Ministres.

Le Président nomme également les juges et les principaux responsables administratifs

Le Premier Ministre est le chef du gouvernement. Il est élu par le parlement dans le cadre d'un vote de confiance au gouvernement, pour un mandat de cinq ans. Il détient dans les faits le pouvoir exécutif. Le gouvernement qu'il dirige est responsable devant le parlement qui peut le renverser à la majorité absolue de ses membres.

Le pouvoir législatif en Turquie est monocaméral. Le Parlement, appelé Grande Assemblée Nationale de Turquie, compte 550 sièges dont les membres sont élus au suffrage universel pour cinq ans selon un système de représentation à la proportionnelle.

Les partis actuellement représentés sont :

- L'AKP (Parti de la Justice et du Développement) - parti conservateur, modérément islamiste
- Le CHP (Parti Populaire Républicain) - parti nationaliste, social-démocrate
- Le MHP (Part du Mouvement Nationaliste) - parti d'extrême droite nationaliste
- Le DEHAP (Parti Populaire Démocratique) et Indépendants - parti de gauche, pro-kurde
- L'ANAP (Parti de la Mère Patrie) - parti de centre droit et libéral
- Le DYP (Parti de la Juste Voie) - parti laïc conservateur de droite.

Les partis radicaux ne sont pas représentés. Les prochaines élections législatives sont prévues en 2012.

II. LA SITUATION ECONOMIQUE

La Turquie est de fait le pays émergent de l'Union européenne en accueillant, depuis plus de 20 ans, de nombreux établissements industriels (automobile, textile, sidérurgie...). La Turquie est devenue un grand pays industriel. Il est par ailleurs un exportateur de produits agricoles.

La Turquie bénéficie d'une union douanière avec l'Union européenne depuis 1996.

La Turquie est ainsi :

- le 1^{er} fabricant de téléviseurs d'Europe
- le 4^{ème} pour l'automobile derrière l'Allemagne, la France et l'Italie
- le 1^{er} producteur d'engrais chimique
- le 3^{ème} producteur sidérurgique

- le 3^{ème} fabricant de céramique
- le 6^{ème} fabricant de réfrigérateur
- le 4^{ème} de matériel de télécommunication marché de télécoms

La Turquie arrive au 3^{ème} rang mondial pour la construction de bateaux.

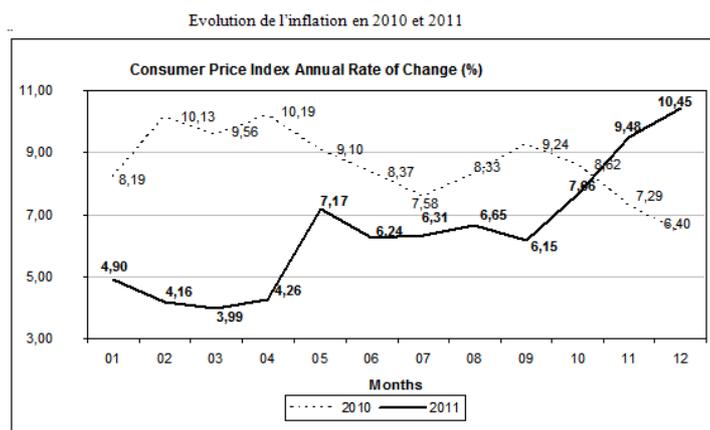
1. conjoncture économique

L'économie turque a connu une croissance de 8,5% l'an dernier avec un ralentissement d'activité au quatrième trimestre du fait du ralentissement des exportations en direction de l'Union européenne. En 2010, la croissance avait été de 8,9 %.

La Turquie a été fortement impactée par la crise de 2009 avec un recul du PIB de 4,8 % du fait de sa dépendance aux exportations.

Le gouvernement d'Ankara prévoit une croissance de 4% en 2012 du fait du ralentissement économique de la zone euro.

L'inflation reste à un niveau élevé entre 6 et 9 %.



Source: Turkstat

La situation des finances publiques est correcte.

En pourcentage du PIB

	2009	2010	2011 p
Solde budgétaire	-5,6%	-3,5%	-0,9%
Solde primaire	-1%	0,2%	1,8%
Recettes budgétaires	32,4%	33%	34,1%
Dépenses budgétaires	34,4%	32,1%	31%
Dette publique brute (définition Union européenne)	46,1%	42,2%	39,1%

Source: FMI

L'importance du déficit commercial turc constitue une faiblesse à terme ; Actuellement du fait de la forte croissance, ce déficit est jugé acceptable. L'Union Européenne est de loin le premier client de la Turquie (56,4% des exportations turques), suivi des Etats Unis, de la Chine et de l'Irak.

En pourcentage du PIB

	2009	2010	2011p
<i>Solde du compte courant</i>	-2,3%	-6,5%	-10,2%
<i>Solde commercial</i>	-3,2%	-7,2%	-10,8%
<i>Dette extérieure</i>	43,7%	39,5%	42,9%
<i>Besoins de financements extérieurs (brut)</i>	18,4%	17,9%	25,1%

Source: FMI

La France est le sixième fournisseur et le cinquième client de la Turquie.

Les relations entre la France et la Turquie sont équilibrées. Elles reposent pour partie sur les échanges de matériel de transports (automobiles, aéronefs, trains, métros..) : 35% des exportations et 41% des importations.

En 2010, les ventes françaises liées au secteur automobile et pièces détachées ont représenté 1,6 Mds €, les ventes d'aéronefs 700 M€, les produits pharmaceutiques 300 M€. Les exportations turques vers la France sont dominées par l'importance des ventes de textile –habillement (800 M€).

Les entreprises fortement implantées en Turquie sont :

- AXA qui est le premier assureur du pays
- Renault qui est la première entreprise exportatrice
- EADS
- Alstom qui possède à Gebze une des plus grandes usines de transformateurs électriques.

2. la structure économique de la Turquie

La Turquie est un pays agricole avec une forte évolution vers l'industrie.

a. le secteur agricole et le secteur primaire

La Turquie est un des principaux pays agricole d'Europe Orientale et du Moyen-Orient. L'agriculture emploie 25 % de la population active et occupe 11 % de la surface du pays. Son poids au sein du PIB est passé de 30 à 9 % de 1970 à 2011.

La Turquie est un important producteur de blé, de betterave, de pois chiches, de lentilles, de maïs, de tomates, de melon, d'agrumes, d'olives et enfin de raisins.

La Turquie est le premier producteur et exportateur mondial de noisettes et le troisième producteur de tabac.

La Turquie est le premier producteur de bore. Il possède de nombreuses matières premières encore peu exploitées. Il est très dépendant des importations énergétiques qui sont à l'origine de son déficit commercial.

b. le secteur industriel

L'industrie turque est directement en phase avec l'industrie européenne. Les normes de production sont calées sur celles de l'Union facilitant d'autant les exportations. La

présence de tous les grands groupes européens a permis une diffusion rapide des innovations. En revanche, il y a peu de recherche développement en Turquie qui reste un pays atelier.

Plus de 25 % de la population active dépend de l'industrie qui reste concentrée dans les grandes villes turques.

L'industrie textile demeure malgré de récentes délocalisations un pôle important (soie, coton et laine).

La sidérurgie s'est beaucoup développée en Turquie en relation avec l'industrie automobile et l'industrie ferroviaire.

L'automobile est devenue un des piliers de l'économie turque. Le secteur automobile représente la première activité exportatrice du pays et emploie au sens large plus de 500 000 personnes. Plus de 1 000 entreprises dépendent de ce secteur d'activité.

Le secteur est concentré dans la région de Marmara : Bursa (Renault et Fiat), Istanbul, Kocaeli (Ford et Hyundai), Gebze (Honda), Adapazari (Toyota).

Les raffineries de pétrole, la chimie lourde et les fabrications d'engrais et de matières plastiques sont en croissance en raison de la proximité du Moyen Orient et d'importants centres de consommation (Europe).

La Turquie a pris d'importantes positions dans les secteurs de l'électronique grand public et de l'électroménager.

La Turquie est également classée au troisième rang mondial dans le secteur de la construction navale.

La Turquie a également développé une industrie de la défense (fabrication navale, chars, avions, canons et véhicules blindés). Plusieurs de ces produits sont exportés.

L'industrie militaire turque est née après la guerre de Chypre (1974).

c. les réseaux

La Turquie, du fait de sa position stratégique, est parcourue de plusieurs oléoducs pétroliers comme celui de Bakou-Tbilissi-Ceyhan qui achemine le pétrole de la mer Caspienne vers l'Europe. Plusieurs projets d'oléoducs, notamment russes, sont à l'étude.

La Turquie développe également la couverture en haut débit les zones touristiques et économiques.

La Turquie est jugée comme un pays stable et sûr pour le transport énergétique dans un environnement géostratégique tendu (Caucase, Iran, tensions diplomatico-économiques entre la Russie et l'Ukraine...).

d. le bâtiment et les travaux publics

La Turquie a une forte tradition dans les TP et le bâtiment. Les entreprises turques sont présentes sur les marchés d'Europe de l'est, de Russie, d'Azerbaïdjan, d'Asie Centrale, d'Irak et du Moyen Orient.

Elles ont construit et gèrent des aéroports (l'entreprise TAV), en Europe de l'est (Budapest, Tbilissi) et dans les pays musulmans (Tunis, Alger, Aden), des centres commerciaux (Russie, Hongrie, Roumanie, Asie centrale). Elles prennent des parts de marché à la France et à l'Allemagne.

e. le secteur tertiaire

La Turquie, compte tenu de sa position stratégique, a toujours possédé un important secteur tertiaire (commerce). Il s'est accru avec la tendance bureaucratique du régime mis en place sous Kemal.

La population turque étant désormais urbaine à plus de 70 % ; la tertiairisation de l'économie s'accélère.

Le secteur bancaire turc a longtemps été le maillon faible de l'économie. La crise de 2000 qui a conduit à l'intervention du FMI a permis d'assainir la situation et d'engager des réformes : autonomie de la banque centrale, recapitalisation des deux plus grandes banques publiques et de certaines banques privées, fermeture de banques insolubles, restructuration des principaux établissements.

Le décollage du tourisme en Turquie

La Turquie a accueilli plus de 31,5 millions de touristes étrangers en 2011 et a rapporté au pays plus de 23 milliards de dollars en 2011. Le tourisme enregistre une très forte progression avec néanmoins des problèmes d'accueil et d'infrastructures.

La Turquie est le septième pays le plus visité au monde, Antalya se trouve à la quatrième et Istanbul à la septième place des villes les plus visitées au monde en 2010.

La Turquie est une économie en profonde mutation qui dispose d'une population jeune. L'armée continue à jouer un rôle clef dans l'organisation de la vie politique. La candidature à l'Union européenne et la forte ouverture sur l'extérieur ont contribué à améliorer la sécurité juridique et la transparence dans le monde des affaires. L'hostilité européenne et les problèmes de la zone euro pourraient inciter le pouvoir turc à modifier son positionnement et essayer de structurer la zone du Proche Orient. La Turquie demeure un allié des Etats-Unis qui conservent des installations militaires de première importance.

La population turque est partagée entre l'adoption des standards de consommation occidentaux et le retour à des valeurs plus traditionnelles. Le chômage surtout chez les jeunes constitue une menace pour l'ordre social et alimente les partis extrémistes. Il n'en demeure pas moins que la Turquie est en dans une phase de transition économique avancée avec une capacité de résistance suffisante pour faire face au ralentissement de l'Union européenne.